janvier 2014

DLR

Le DLR envisage une reprise sous conditions

Les résultats du troisième trimestre 2013 du baromètre du DLR ont laissé envisager des signes concrets de reprise. Toutefois, compte-tenu des échéances 2014, il convient aux loueurs de conserver une certaine prudence et, comme cela a été largement expliqué lors de la 21ème Journée de la Location, ne pas hésiter à s'adapter aux changements sous peine de se faire dépasser par de nouveaux acteurs.

Au moment de dévoiler les résultats de son troisième baromètre trimestriel de l'année 2013, le DLR devait, comme de nombreux secteurs, faire face à une activité économique toujours relativement plate.

En effet, après une légère mais somme toute courte récession (-0,2% au T4 2012 et -0,1% au T1 2013), le PIB français a fortement rebondi au deuxième trimestre 2013 (+0,5% soit la plus forte hausse depuis deux ans) avant de s'inscrire de nouveau dans un léger reflux au troisième (-0,1%). Il faut dire que la consommation des ménages, affectée par la politique fiscale du gouvernement n'est guère vigoureuse. Les entreprises ont pour leur part continué de réduire leurs investissements notamment à cause d'un taux de marge au plus bas. Les dirigeants ont en outre peu de visibilité quant aux ventes des prochains mois, la demande intérieure demeurant minime et les carnets de commandes étrangers tardant à s'étoffer.

La construction, une amélioration mitigée

D'après les enquêtes de conjoncture menées par l'Insee, l'activité dans le bâtiment s'est stabilisée après deux années de nette détérioration. Les soldes d'opinion sur les segments du neuf (logements et locaux) s'établissent à des niveaux particulièrement bas mais ne s'affaissent plus. De plus, le segment de l'entretien et de l'amélioration des bâtiments a rencontré un net rebond. En glissement annuel, les mises en chantier de logements ont progressé au deuxième trimestre 2013 pour la première fois depuis fin 2011 (+8%) avant de se stabiliser sur un an (-1%). Néanmoins, l'objectif du gouvernement de faire construire 500 000 nouveaux logements par an n'a pas été atteint en 2013 et ne le sera probablement pas en 2014. En septembre dernier, on ne totalisait en effet que 341 800 logements neufs commencés sur douze mois cumulés, soit un écart important avec l'objectif affiché.
Concernant la situation financière des entreprises du bâtiment, il n'y a aucune amélioration et les enquêtes de conjoncture de l'Insee traduisent des délais de paiement toujours particulièrement longs et une situation de trésorerie encore plus dégradée qu'en 2009 et 2010.

Compte-tenu de la tenue des élections municipales, le secteur des travaux publics s'est légèrement redressé aux deuxième et troisième trimestres. De plus, les conditions climatiques ont été favorables au troisième trimestre et ont ainsi permis un rattrapage de l'activité qui avait été fortement impactée par les températures basses et les importantes précipitations du premier semestre. Le solde d'opinion sur l'activité passée, mesuré par l'Insee, s'est redressé sur les deux derniers trimestres et est de nouveau positif.
Toutefois, malgré cette légère amélioration sur les derniers mois, le bilan de l'année demeure en demi-teinte, pour ne pas dire mauvais. D'après les chiffres de la FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics), les travaux réalisés de janvier à août 2013 accusent un recul de 3,4% par rapport à la même période en 2012. De plus, près de 20% des entreprises du secteur seraient déficitaires, contre seulement 8% en 2007.

La distribution se stabilise

Depuis début 2013, les ventes des distributeurs de matériel de BTP ont fait preuve d'une relative stabilité. Au troisième trimestre 2013, le chiffre d'affaires des répondants à l'enquête baromètre n'a en effet progressé que de 1% sur un an, faisant suite à une hausse de 1% et une stabilité parfaite 0% aux deux trimestres précédents. Concrètement, les entreprises de construction hésitent toujours à acquérir de nouveaux matériels du fait du manque de visibilité de leurs carnets de commandes sur les prochains mois, voire les prochaines années.

Les grands chantiers actuellement en cours vont prendre fin les uns après les autres et rien d'envergure ne se profile ensuite. Les quatre nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse devraient être terminées en 2016 tandis que les financements de grands projets devant prendre le relais ne sont toujours pas assurés comme c'est le cas pour la construction du canal Seine-Nord et du tunnel Lyon-Turin. Les investissements de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) vont pâtir du report de l'écotaxe car une partie des recettes devait normalement lui revenir. Le climat social entourant l'application de cette taxe ayant quasiment conduit à son retrait pur et simple, cela se traduit par un affaiblissement des ressources de l'AFITF de l'ordre de 750 millions d'euros par an.

Les ventes de matériels, neufs (+2%) comme d'occasion (-0,2%), ont été relativement stables au troisième trimestre, tandis que les locations, courtes (+4%) comme longues (+6%) ont connu une croissance plus vive. En effet, depuis plus d'un an, la tendance des locations est relativement favorable, ce qui accroît le poids de ce segment dans l'activité des distributeurs. La part de la location dans le chiffre d'affaires total demeure néanmoins marginale puisqu'elle est située entre 5 et 6%.

Les services d'entretien (main d'œuvre et déplacements) se sont en revanche sensiblement contractés (-7%). Le chiffre d'affaires généré par ces services étant relativement faible (6% du chiffre d'affaires total), l'impact sur la croissance globale a cependant été limité (-0,4 point).

Location, la croissance s'accélère

Si la première moitié de l'année a été une période morose pour les loueurs de matériel de BTP, leur situation s'est améliorée au troisième trimestre. En effet, après un premier semestre marqué par une contraction des locations suivie d'une relative stabilité, les loueurs ont retrouvé une croissance plus soutenue de leur activité au trimestre dernier. Ainsi, 71% des entreprises ayant répondu à l'enquête ont enregistré une hausse de leur activité. Dans l'ensemble, le chiffre d'affaires du troisième trimestre 2013 a progressé de 5% par rapport à la même période de l'an passé.

Pour expliquer ce regain d'activité, il est important de noter que la conjoncture du secteur de la construction a cessé de se détériorer au trimestre dernier. Les enquêtes conjoncturelles conduites par l'Insee ont en effet indiqué une amélioration qui devrait se poursuivre. De plus, les mois de juillet, août et septembre, n'ont pas subi de désagréments météorologiques, ce qui a permis de rattraper l'activité suite aux retards des chantiers provoqués par les conditions climatiques hostiles du premier semestre. Enfin, les loueurs profitent encore d'un effet favorable induit par les élections municipales sur l'activité des travaux publics.

Relâchement des prix

Concernant la rotation des matériels, il est à noter que les répondants à l'enquête étaient sensiblement plus nombreux qu'au trimestre précèdent à avoir indiqué une hausse du taux de rotation (64%, contre 36%), tandis qu'ils étaient moins nombreux à avoir indiqué une baisse (21%, contre 27%). Notons également que depuis le début 2012, la valeur du parc des loueurs ne cesse de croître du fait d'investissements plus importants. Ainsi, 57% des répondants à l'enquête ont indiqué une augmentation de la valeur de leur parc au troisième trimestre tandis qu'ils n'étaient que 4% à mentionner une baisse,

Enfin, la tension sur les prix de la location s'est légèrement relâchée au troisième trimestre, la tarification constituant néanmoins toujours un frein notable à l'augmentation du chiffre d'affaires. Au deuxième

trimestre 2013, la moitié des loueurs confiaient avoir abaissés leurs tarifs (55%) alors qu'ils n'étaient plus que 36% au troisième trimestre. Parallèlement, alors qu'aucun répondant n'avait pu relever ses prix au deuxième trimestre, 7% y sont parvenus au troisième trimestre, une proportion faible, certes mais qui traduit une certaine détente de la pression concurrentielle.

Une bonne fin d'année

Au final, les loueurs anticipent une croissance au quatrième trimestre 2013 dans des proportions comparables à celles du troisième trimestre. En juillet dernier, les anticipations d'activité à court terme formulées par les dirigeants du secteur de la location s'étaient redressées, coïncidant avec la croissance du chiffre d'affaires observée au troisième trimestre. Ces anticipations se sont stabilisées en octobre, traduisant le fait que les dirigeants du secteur s'attendent à une progression de leur activité au quatrième trimestre comparable à celle du troisième. Dans le détail, les dirigeants qui anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires au quatrième trimestre (41%) sont trois fois plus nombreux que ceux qui anticipent une baisse (14%).

Autre indicateur, les intentions d'embauche formulées par les loueurs se sont stabilisées et près d'un loueur sur quatre (24%) déclare vouloir recruter un ou plusieurs salariés au cours du quatrième trimestre 2013 et aucun répondant à l'enquête n'a annoncé une réduction de ses effectifs. Toutefois, la gestion de la masse salariale demeure prudente. Le climat conjoncturel s'améliore lentement mais la reprise est lente et fragile. Le rattrapage des chantiers suite aux aléas climatiques du premier semestre et le surplus de travaux publics induit par les élections municipales de 2014 soutiennent l'activité des loueurs de matériels, mais ces effets sont transitoires, ce qui n'incite pas les loueurs à accroître leurs effectifs permanents.

ND

Les loueurs de demain ne seront pas les loueurs d'hier

La 21ème Journée Nationale de la Location qui s'est déroulée le 3 décembre dernier dans les salons de l'Aveyron à Paris a confirmé l'espoir d'une reprise constante. Placée sous le thème « Les loueurs de demain ne seront pas les loueurs d'hier ! », cette journée a permis aux 170 professionnels du secteurs d'anticiper et de s'adapter au futur, d'autant que l'année 2014 s'annonce complexe du fait, comme nous l'avons évoqué plus haut, des élections municipales, de la diminution des ressources des collectivités locales et de la mise en attente de certains grands chantiers. Toutefois, pour le DLR, « l'espoir reste de mise » et savoir adapter son management à la mutation économique sera une des clés de succès des acteurs du marché de la location de matériel.

En introduction de cette journée, Bertrand Carret, président du groupe Location du DLR, a tenu à rappeler l'embelli aperçue au troisième trimestre, une tendance positive qu'il a tenu à nuancer en soulignant le manque de visibilité pour 2014.

Anne Bourget (direction des affaires économiques de la FNTP) a été plus prudente quant aux perspectives 2014 pour le secteur des travaux publics. La dernière enquête de la FNTP prévoit en effet un quatrième trimestre 2013 à la baisse (-3%) et les années de consultations électorales sont rarement propices à la croissance. Cette prudence a également été soulignée par Eric Quinton, économiste à la FFB qui prévoit un léger recul dans le secteur du bâtiment pour 2014 (-0,4%).

La dernière partie de cette journée a été consacrée à la façon dont une entreprise doit anticiper et repenser son management pour défendre ses intérêts en période de mutation économique. Armand Lefebvre, dirigeant de la société Faber Développement, a ainsi donné quelques pistes aux chefs d'entreprise pour préserver leurs marges, notamment par la défense des prix qui reste un levier de croissance fort. Selon une étude menée par

Harvard Business School, une hausse des prix de 1% augmenterait en effet de 11,1% le profit d'une entreprise. Face à l'arrivée de nouveaux profils d'acheteurs, proches de ceux de la grande distribution, il a tenu à rappeler un certain nombre de basiques comportementaux pour une négociation commerciale gagnant/gagnant. Pour Nicolas Bouzou, économiste (Astérès), les loueurs doivent adapter leur modèle selon l'environnement économique du moment. « Nous sommes au début d'un fantastique mouvement d'innovation car les vagues d'innovations suivent toujours les grandes crises ». Selon lui, la location à proprement parlé est promise à un grand avenir mais face à l'arrivée de nouveaux entrants, comme les distributeurs, les loueurs doivent réfléchir au futur de leur business model. Des propos repris par Jean-François Zobrist, dirigeant de Favi, qui a précisé que le bonheur engage à revenir à un système de management basé sur le bon sens, l'intuition, la confiance (la fin des systèmes de contrôle) et l'écoute des signaux faibles. Il faudrait donc désapprendre aux managers ce qu'ils ont appris dans leurs écoles et les libérer du poids des structures.